



La perception d'intervenants scolaires sur l'insécurité alimentaire vécue par les enfants

> Bilan des entretiens réalisés auprès d'intervenants d'écoles primaires au Saguenay–Lac-Saint-Jean

Direction de santé publique | Octobre 2019

Les résultats en bref

> Tirés du rapport complet disponible sur le site santesaglac.gouv.qc.ca

En novembre et décembre 2016, 20 intervenants d'écoles primaires du Lac-Saint-Jean ont été rencontrés pour discuter de leur point de vue sur l'insécurité alimentaire vécue par les enfants qu'ils côtoient. L'objectif principal de cette recherche qualitative était d'explorer la problématique de l'insécurité alimentaire chez les enfants de la région et de mieux comprendre ses implications en milieu scolaire. Les propos ont été recueillis dans le cadre d'entrevues semi-dirigées d'une durée d'environ 45 minutes. Au total, 7 écoles de milieux défavorisés selon l'indice de milieu socioéconomique (8 ou plus) ont été visitées, 3 en milieu urbain et 4 en milieu rural. Les intervenants étaient soit des membres de la direction, des enseignants, des intervenants spécialisés ou des responsables ou éducatrices en service de garde.

Qu'est-ce que l'insécurité alimentaire?

L'insécurité alimentaire c'est « lorsque la disponibilité d'aliments sains et nutritionnellement adéquats, ou la capacité d'acquérir des aliments personnellement satisfaisants par des moyens socialement acceptables, est limitée ou incertaine » (Blanchet et autres, 2011 : 1).

Dans la région, en 2012, environ 29 000 adultes ou 13 % des personnes âgées de 18 ans et plus vivaient dans une situation d'insécurité alimentaire en raison d'un manque d'argent, une proportion comparable à celle observée en 2007. Au Québec, cette problématique touchait 17 % des enfants. En supposant que la région ne soit pas si différente du reste de la province, cela reviendrait donc à croire qu'environ 8 300 enfants de cet âge vivaient dans un ménage affecté par l'insécurité alimentaire au Saguenay–Lac-Saint-Jean en 2012.

BLANCHET, Carole, et Louis ROCHETTE (2011). *Sécurité et insécurité alimentaire chez les Québécois : une analyse de la situation en lien avec leurs habitudes alimentaires*, Montréal, Institut national de santé publique du Québec, 73 p.

Résumé des principaux résultats

L'insécurité alimentaire : un problème perçu dans les écoles primaires

Même si la perception de l'ampleur et de la fréquence du problème est variable, selon les informateurs, tous ont évoqué des situations avec des enfants qui vivent de l'insécurité alimentaire. Les entrevues contiennent plusieurs exemples concrets des manifestations de l'insécurité alimentaire et de ses conséquences sur la santé des enfants ainsi que sur les performances scolaires.

« Ça fait qu'ils ont beaucoup de colère, d'agressivité. Ça se manifeste par des troubles de comportements, mais quand on creuse un petit peu plus loin, c'est pas des élèves qui ont des troubles de comportements, c'est des élèves qui ont faim. » (Intervenant 7)

Nourrir les enfants est d'abord perçu comme une responsabilité des familles

À l'exception de la distribution de lait dans plusieurs écoles, les informateurs n'ont parlé d'aucune politique ou d'aucun programme encadrant les actions en insécurité alimentaire. Les budgets dédiés à cette problématique sont limités et reposent en grande partie sur des dons de la communauté. L'alimentation des enfants (dîners et collations) est perçue comme étant d'abord la responsabilité des familles. Selon les informateurs, le rôle de l'école devrait principalement être d'éduquer les enfants, en collaboration avec les parents et la communauté.

« Il faudrait, il faudrait se remplir de nourriture nous autres là, mais c'est un don qu'on avait eu, que sinon on n'a pas de budget. Notre responsable nous dit qu'elle n'a pas de budget pour en acheter, mais j'ai demandé à la direction aussi. J'ai dit : "On peut-tu acheter un sac de pommes et les laisser dans le frigidaire pour ceux qui en ont de besoin?" Mais, c'est toujours le budget qui nous arrête là. » (Intervenant 10)

Quand la réussite scolaire est compromise : la nécessité d'agir

Comme l'insécurité alimentaire a de nombreuses conséquences sur la gestion de la classe et sur les apprentissages réalisés, le personnel des écoles évoque la nécessité d'agir. On tente d'observer, de détecter l'insécurité alimentaire chez les enfants plus vulnérables. Les informateurs ont décrit un ensemble de moyens plus ou moins organisés pour lutter contre la faim chez les enfants. Ces moyens sont variables d'une école à l'autre et il est possible de les regrouper en deux catégories : les moyens formels organisés par l'école et les moyens personnels développés par les informateurs.

« Je sais que par exemple, dans un voyage scolaire, l'enseignante va tout le temps avoir un gros lunch, pour tu sais des fois quelqu'un qui a un plus petit lunch, pour donner des choses. Des fois j'ai vu ça, quasiment à chaque fois là, l'enseignante va avoir un gros lunch. » (Intervenant 16)

Intervenir en situation d'insécurité alimentaire : mobilisation, discrétion et hésitation

Le personnel des écoles se mobilise donc de toutes sortes de façons pour aider les enfants qu'ils perçoivent souffrir de la faim. Mais, intervenir avec les familles n'est pas une chose aisée et on veut surtout le faire discrètement, sans stigmatiser les enfants. On se demande : quoi faire? Comment le faire? Et qui doit le faire? S'il est difficile d'intervenir, il est d'autant plus difficile pour les informateurs de vivre avec les conséquences d'enfants qui ont faim au quotidien. Les informateurs souhaiteraient donc des solutions permanentes au problème de la faim.

« Des fois, c'est ça, ça devient frustrant pour l'enseignant qui voit l'enfant pratiquement, tu sais, il le voit tous les jours. Il le voit quasiment plus longtemps que les parents. Ça fait qu'il voit les répercussions et tout ça. Et ça vient... il les aime ces enfants-là. Ça vient vraiment le chercher. Et là, à ce moment-là, il fait comme : "Qu'est-ce que je peux faire? Et là bien en même temps, c'est ça, si j'amène des affaires, bien là, il va tu se fier là-dessus? Et là, en même temps, est-ce que c'est mon rôle?" » (Intervenant 12)

Des solutions à envisager?

Les solutions envisagées sont cohérentes avec ce que les informateurs perçoivent comme étant le rôle des écoles. On souhaite d'abord avoir plus de moyens financiers pour pallier les situations plus critiques, en fonction des besoins spécifiques de la clientèle de chacune des écoles. On suggère ensuite des mesures d'éducation à la saine alimentation. Cette approche, décrite comme étant « en amont », vise à ne pas déresponsabiliser les familles et à les aider à répondre aux besoins alimentaires de leurs enfants.

« C'est enfin de voir le besoin hein? D'établir un profil de c'est quoi l'école au niveau alimentaire? Qu'est-ce qui se passe au niveau des élèves qui sont dans mon école? [...] une fois que tu as la photo, bien tu es capable d'établir : "Qu'est-ce que je veux mettre en place pour répondre à ce manque-là?" Et, de faire un... d'avoir une avenue possible, d'ouverture aussi... Et d'aller chercher les sous parce que tu en as pas de sous pour les collations. Tu en as pas. Il faut que tu sois ... que tu sois créatif. Tu ne peux pas utiliser les sous de l'école pour payer les collations. Même s'il y a du lait-école, c'est plus que ça là. » (Intervenant 1)



Nourrir pour réussir : agir ensemble

L'analyse des propos recueillis auprès d'intervenants des écoles primaires du Lac-Saint-Jean montre qu'il y a bel et bien des enfants qui vivent de l'insécurité alimentaire. La majorité des informateurs témoignent de la nécessité d'agir et proposent des pistes d'action. Certes, offrir du dépannage est essentiel. L'éducation à la saine alimentation est aussi incontournable. Or, comme la cause première de l'insécurité alimentaire est le manque d'argent, ces actions permettent de soulager ponctuellement l'insécurité alimentaire, mais elles ne sont pas suffisantes pour assurer la sécurité alimentaire des individus et des communautés.

Les causes de l'insécurité alimentaire dans une population dépassent largement la seule responsabilité des individus et des écoles. Il existe d'autres déterminants sur lesquels il est possible d'agir collectivement : un accès économique et physique à des aliments sains, un système alimentaire sain et équitable, des coûts des biens et des services essentiels abordables, de meilleures conditions de vie pour les individus. Devant cette multitude d'actions possibles, bien au-delà de la seule responsabilité du milieu scolaire, les questionnements et les hésitations des intervenants quant aux façons d'agir sont plus que légitimes. Et si justement les solutions pouvaient être réfléchies au sein des partenariats école-famille-communauté? Des instances régionales et locales en sécurité alimentaire, regroupant de nombreux acteurs clés, sont déjà mobilisées pour mettre en place des solutions plus durables. L'une des prochaines étapes ne devrait-elle pas consister à unir les forces en misant sur des partenariats école-famille-communauté pour ainsi réduire les inégalités et favoriser l'équité des chances à l'école?

